

Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone N°45 (du 8 au 14 novembre 2010)

La crise politique

◆ **Le président de la HAT se lance dans la bataille du référendum et accentue le caractère plébiscitaire du scrutin.** « *J'ai besoin de vous à mes côtés* », a-t-il lancé au cours d'un show politique au Palais des sports de Mahamasina. Il associe sa campagne de mobilisation en faveur du vote à l'annonce d'ambitieux projets, dont le financement demeure opaque. Les Chinois vont rafler l'essentiel de la mise, avec les « *nouveaux pays partenaires* », comme la Turquie, le Pakistan et l'Iran, voire Israël. Un message diplomatique clair adressé aux bailleurs de fonds « *traditionnels* », à qui l'on fait comprendre qu'ils ne sont plus incontournables et que le pays regarde désormais vers l'Est et l'Asie. Au cours de ce grand meeting, Andry Rajoelina s'est gardé de franchir la ligne rouge, qui interdit aux autorités d'exhorter de manière explicite les électeurs à voter « *Oui* » au référendum, mais, emportée par l'élan, l'assistance a réclamé la candidature d'Andry Rajoelina aux présidentielles. Le président de la HAT a entrepris ensuite une grande tournée dans les régions, au cours de laquelle il a lancé le déploiement de l'opération « *Tsena mora* » et multiplié les promesses mirobolantes qui ont fait forte impression sur les foules rassemblées et conduit de nouvelles voix à exprimer leur souhait de voir le président de la Transition se présenter à la présidentielle. La possible candidature d'Andry Rajoelina n'est plus un sujet tabou. Un jour chômé et payé a été décrété à Toamasina pour sa visite. Pour *Tribune*, « *le président de la HAT mène campagne pour sa personne, à travers ce qui est présenté comme une campagne de sensibilisation des citoyens. [...] Pour le simple d'esprit, la confusion est assurée : le référendum n'est autre qu'un plébiscite du régime* ». Andry Rajoelina n'a pas manqué une occasion lors de ses meetings de fustiger à nouveau la communauté internationale.

◆ **Des échauffourées se sont produites dans la capitale** suite à la valse hésitation des autorités pour interdire le meeting des 3 mouvances prévu au stade Malacam. Toute manifestation politique n'entrant pas dans le cadre de la campagne référendaire est interdite jusqu'au jour du scrutin. Certains voient dans ces incidents une tentative de déstabilisation orchestrée à l'approche du référendum, destinée à provoquer son report, et un moyen d'attirer l'attention de la communauté internationale pour qu'elle fasse pression en faveur de la reprise des négociations. Mais des voix s'élèvent aussi pour condamner le « *deux poids deux mesures* » du régime, qui mène campagne sur tout le territoire et lance avant l'heure la campagne présidentielle.

◆ **La mouvance Ravalomanana décapitée par l'incarcération de 3 de ses leaders**, suite aux émeutes qui ont marqué la tentative de tenir meeting au stade Malacam. Un avertissement adressé aux opposants et notamment à Monja Roindefo. 18 autres personnes ont également été placées sous mandat de dépôt. Deux leaders de ma mouvance Zafy ont été relâchés. Le procès est annoncé pour le 23 novembre.

◆ **Monja Roindefo mobilise les foules à Fianarantsoa et à Toliara.** Il confirme son opposition au référendum qui, d'après lui, ne résoudra pas la crise actuelle. « *C'est juste une stratégie pour rallonger la transition et rester plus longtemps au pouvoir* », a-t-il soutenu. Il affirme que la situation actuelle ne reflète pas les promesses faites lors du mouvement populaire de 2009 et il manifeste sa détermination à diriger la lutte pour « *un État réellement démocratique et libre* », allant jusqu'à réclamer la démission d'Andry Rajoelina. Fort du succès de ses meetings à Mahajanga puis dans le sud, il a annoncé la tenue d'un meeting dans la capitale, en dépit de l'interdiction de toute manifestation à caractère politique. Cette détermination pouvait laisser craindre de nouveaux troubles mais Monja Roindefo a finalement décidé de laisser la parole à l'un de ses lieutenants. La jonction redoutée par le pouvoir ne s'est pas faite avec les manifestants réunis au Magro, dont la sortie en ville a été réprimée par les forces de l'ordre.

◆ **Le parti MDM de Pierrot Rajaonarivelo appelle à voter « Non ».** Il dénonce les conditions dans lesquelles se déroule la campagne et condamne le retour des « *pratiques anciennes* ». Le projet soumis aux électeurs différerait fortement de celui adopté par la « *Conférence nationale* ». La presse note que la rupture est consommée avec Andry Rajoelina après 20 mois d'entente cordiale qui ont démarré le jour du retour d'exil de l'ex-vice-Premier ministre.

◆ **Communauté musulmane : pour le report du référendum.** Ses émissaires ont adressé un courrier au Premier ministre pour faire remarquer que « *le référendum du 17 novembre coïncide avec le jour de l'Idé El Kebir qui est la fête du sacrifice pour les Musulmans* ». En cas de maintien de la date, ils prônent le boycott. [la communauté musulmane malgache revendique 3 millions de membres].

◆ **Raharinaivo Andrianantoandro, leader (dissident) du Tim et président du Congrès justifie sa position et condamne l'intransigeance des 3 mouvances.** Il admet que « *l'amnistie reste un sujet politique délicat* », qui pourrait justifier le report du scrutin municipal du 20 décembre. Une proposition de loi d'amnistie émanant de la commission « *Réconciliation nationale* » du Congrès circule au sein de cette institution mais nul ne sait si elle pourra être examinée d'ici ce scrutin.

◆ **Crise de l'université :** des affrontements ont été évités à Antananarivo entre étudiants soutenant la grève et des éléments qualifiés de « *mercenaires* ». Le mouvement des enseignants-chercheurs se durcit.

La Plateforme Nationale des Jeunes (PNJ) entend œuvrer pour le dénouement du conflit opposant le ministère de l'Enseignement supérieur et le corps enseignant, afin de tenter de sauver l'année universitaire.

◆ **Les médecins fonctionnaires réactivent leur mouvement revendicatif.** Une « *journée sans médecins* » a été décrétée dans tous les hôpitaux. Le ministre juge leurs revendications « *exorbitantes* ».

◆ **Le KMF/CNOE se retire de la CNOSC** pour, déclare-t-il, se recentrer sur ses missions traditionnelles qui sont le suivi des élections et l'éducation des citoyens. L'organisation affirme que son retrait ne doit en aucun cas constituer un obstacle à la poursuite du projet de nouvelle médiation porté par la CNOSC.

◆ **Polémique entre la CENI et le KMF/CNOE au sujet de la révélation par ce dernier d'une tentative de fraude électorale** (bulletins de vote pré-remplis à « *Oui* » distribués à la population). La CENI reproche au CNOE d'avoir divulgué en franc tireur le contenu d'un dossier susceptible de troubler l'ordre public. Certains suspectent le CNOE d'avoir été infiltré et manipulé par des opposants qui auraient monté de toute pièce cette affaire de bulletins pré-cochés.

◆ **La CNOSC entend relancer ses initiatives en vue de la reprise des négociations.** Après l'échec des pourparlers de Vontovorona et un long mutisme, elle doit reprendre ses consultations avec l'ensemble des forces politiques. Lalao Randriamampionona reste optimiste quant à l'aboutissement de la démarche. « *Tout le monde a intérêt à ce que l'on retourne aux négociations* », affirme-t-elle.

◆ **L'Association des Maires de Madagascar (AMM) se réunit en congrès** et durcit sa contestation des dispositions réglementaires qui régissent les candidatures aux communales. Elle se considère comme le « *dernier rempart de la légalité* » et réclame la mise en place d'une « *nouvelle transition neutre* », avec l'appui de la communauté internationale. La représentativité de l'association, non déclarée, est contestée par le pouvoir, qui voit en elle l'instrument des 3 mouvances.

Droits humains, gouvernance

◆ **Situation de Ralitera Andrianandraina, ex-directeur de la Sécurité de la HCC** : son avocat affirme que sa détention préventive est désormais illégale. Ralitera et ses compagnons de cellule auraient dû être libérés le 7 novembre, leur mandat de dépôt ayant expiré la veille. Ils sont retenus depuis 18 mois pour 5 chefs d'inculpations : « *destruction des biens et bâtiments publics, assassinat du bouquiniste d'Ambohijatovo, meurtre de l'agent de police Sambe Christian à Anosy, détention et fournitures d'armes illégales et fournitures de véhicules aux associations de bandits en vue de créer de troubles publics* ». Hanta Randrianantoandro, épouse de Ralitera, leader en son temps des « *femmes légalistes* », a annoncé son intention de saisir la communauté internationale et Amnesty. L'ambassade de France suivrait de près l'évolution de l'affaire, le colonel Ralitera possédant la double nationalité. Les familles des 5 détenus ont interpellé la HCC pour lui demander d'intervenir pour la libération des membres de son personnel. [Le procès de Ralitera et consorts s'est déroulé au mois d'août mais le jugement a été reporté à une date ultérieure. Si la chambre d'accusation ne prononce pas sa décision d'ici la fin du mois, le jugement sera reporté à la rentrée judiciaire, en mars 2011].

◆ **La plainte du GTT contre la HAT aux mains du Procureur de la CPI.** Luis Moreno Ocampos indique que le dossier a été pris en compte et se trouve en cours de traitement.

◆ **Le Mouvement des Ecclésiastiques (HMF) interpelle la communauté internationale.** Il dénonce le « *mépris des droits de l'Homme* » et de la liberté d'expression qui prévaudrait actuellement, ainsi que la répression dont les ecclésiastes feraient l'objet.

◆ **Lutte contre le paludisme : baisse du taux de mortalité de 11,5% à 6,8% en 3 ans.** La lutte contre le paludisme a ainsi porté ses fruits, grâce à la campagne de distribution de moustiquaires à imprégnation durable (Mid). « *A ce rythme, le pays arrivera à éradiquer le paludisme d'ici 2012 en renforçant la campagne de sensibilisation et d'éducation sur l'utilisation des moustiquaires dans chaque ménage afin d'atteindre cet objectif* », affirme avec optimisme le ministre de la Santé..

Actualité économique et sociale

◆ **L'authenticité de la vidéo mettant en cause Andry Rajoelina dans le trafic de bois de rose est contestée par des spécialistes.** Les témoignages qu'elle contient contredisent le récent rapport de la prestigieuse agence américaine EIA, à qui elle est attribuée, et dont les conclusions sont plus nuancées. *Le Courrier* accorde cependant du crédit à cette vidéo et demande au pouvoir de s'expliquer. L'ancien président Zafy Albert avait déjà fait savoir qu'il détenait un dossier explosif sur ces affaires et qu'il pouvait apporter la preuve de l'implication de hautes personnalités. Il demande à nouveau au ministre de la Communication l'autorisation d'intervenir sur ce sujet sur les ondes nationales.

Plusieurs articles font état de la poursuite des trafics, avec la complicité des forces de l'ordre et des autorités locales. Mais les agents des Eaux et forêts ont tout de même réussi à s'opposer à l'embarquement de 100 conteneurs au port de Vohémar.

◆ **Le projet de Constitution est inacceptable pour le Collectif Tany** car il avaliserait le principe de la vente de terrains aux étrangers, en laissant à la loi le soin de déterminer les modalités de ces acquisitions. Il se prononce donc pour le rejet du texte.